



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 16 juillet 2025

# PLF 2026

## Un coup mortel porté à la Fonction publique

Le Premier ministre François BAYROU a présenté les orientations du Gouvernement pour les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale. L'austérité à la sauce béarnaise est encore plus indigeste que celle de ses prédécesseurs. Une fois de plus, les salariés doivent payer l'addition.

Supprimer deux jours fériés pour soi-disant produire plus. Pour la Fonction publique, produire est un non-sens.

Une année blanche qui aura pour conséquence le gel des prestations sociales, des salaires avec la reconduction du budget 2025. Cela signifie que tous les Français et donc les agents publics auront une baisse avérée de leur pouvoir d'achat par la hausse de l'inflation. Pour les fonctionnaires, gel du point d'indice pour la troisième année consécutive et aucune mesure catégorielle.

Trois mille postes supprimés dans la Fonction publique de l'État dès 2026. Pire à partir de 2027, ce serait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite. Dans la seule Fonction publique de l'État, il y a eu 70,2 mille départs en retraite en 2022. Ne pas remplacer un agent sur trois équivaut à 23,4 mille suppressions de postes : une saignée sans précédent !

Les barèmes de l'impôt sur le revenu et de la CSG seront maintenus au niveau de 2025 ce qui reviendra à une augmentation de l'impôt pour ceux qui changent de tranche ou entreront dans le paiement de l'impôt.

Enfin, le doublement des franchises médicales paupériserait un peu plus les salariés et agents publics.

En résumé, pour les fonctionnaires et agents publics :

- gel des salaires et du point d'indice pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive ;
- pas de mesures catégorielles ;
- 3 000 suppressions de postes en 2026 ce qui signifie surcharge de travail et dégradation des conditions de travail. À partir de 2027 des dizaines de milliers de suppressions de postes ;
- 2 jours fériés en moins ;
- et toujours une grille indiciaire smicardisée et 10 % de réduction de la rémunération en cas d'arrêt maladie ;
- fermeture d'agence avec 1500 suppressions de postes.

La FGF-FO a pour mandat de préparer la mobilisation pour la rentrée de septembre.

Elle le fera en coordination avec l'ensemble de ses structures et la Confédération FO.

La violence des attaques du Gouvernement nécessite un rapport de force à la hauteur et une grève dans la durée pour gagner.